

Politique et réseaux sociaux : influenceurs et blogueurs dans le jeu politique camerounais

Horacio GIVONE
Thierry VIRCOULON
Moussa BOBBO

Centre Afrique
subsaharienne

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

Note réalisée par l’Institut français des relations internationales pour la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées.

Elle a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l’Observatoire de l’Afrique centrale et orientale et l’Institut français de recherche en Afrique (IFRA-Nairobi).



ISBN : 979-10-373-1066-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : © Bloom Social Analytics

Comment citer cette publication :

Horacio Givone, Thierry Vircoulon et Moussa Bobbo, « Politique et réseaux sociaux : influenceurs et blogueurs dans le jeu politique camerounais », *Notes de l’Ifri*, Ifri, juin 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteurs

Horacio Givone est un chercheur spécialiste du Cameroun.

Thierry Vircoulon est diplômé de l'École Nationale d'Administration et de la Sorbonne. Depuis 20 ans, ses travaux portent sur les conflits, les questions de sécurité et de gouvernance en Afrique. Il a réalisé de nombreuses études sur le Cameroun depuis 2010.

Moussa Bobbo est historien, spécialiste des questions de sécurité, défense et stratégie. Il travaille sur l'extrémisme violent et les nouvelles menaces dans le bassin du lac Tchad. Moussa Bobbo a soutenu une thèse de doctorat sur une étude comparative des approches de lutte contre la criminalité transfrontalière au Nord-Cameroun et au nord-est du Nigeria.

Résumé

Du fait de leur rapide expansion, les réseaux sociaux, notamment Facebook, sont devenus le nouveau champ d'expression des luttes sociopolitiques au Cameroun. Ces nouveaux supports de communication ont facilité la libération de la parole politique et l'extension de l'espace médiatique. Dans ce contexte, on assiste à l'émergence d'une catégorie de communicants politiques désignés par diverses appellations (« web blogueurs », « e-activistes », « influenceurs », etc.) qui, à longueur des journées, partagent des opinions et des informations (vraies ou fausses) sur les affaires du pays.

Cette *Note* met en évidence le rôle des influenceurs et blogueurs dans la politique au Cameroun. Ces entrepreneurs politiques de l'ère numérique sont parties prenantes des affrontements et des luttes de positionnement liés à la perspective de la fin biologique de la présidence de Paul Biya. La connaissance de ces nouveaux acteurs politiques est devenue indispensable pour comprendre la politique camerounaise. Ces influenceurs qui forment plusieurs catégories (les cybermilitants, les justiciers et les mercenaires numériques) proviennent souvent du monde des médias et entretiennent des relations essentiellement clientélistes avec la classe politique. Si certains d'entre eux sont de véritables militants politiques, d'autres sont des mercenaires de la communication animés par l'appât du gain. Par conséquent, tandis que les confrontations politiques s'intensifient sur le Net entre l'opposition et le régime, ainsi qu'entre les caciques du régime, le marché du chantage politique se développe.

Executive summary

Thanks to their rapid expansion, social networks, as Facebook, have become the new arena for socio-political struggles in Cameroon. These new communication media have facilitated the liberation of political speech and the extension of media space. In this context, we are witnessing the emergence of a category of political communicators referred to by various names (“web bloggers”, “e-activists”, “influencers”, etc.) who, throughout the day, share opinions and information (true or false) on the country’s affairs.

This paper highlights the role of influencers and bloggers in Cameroonian politics. These political entrepreneurs of the digital age are stakeholders in the clashes and positioning struggles linked to the prospect of the biological end of Paul Biya’s presidency. Knowledge of these new political players has become essential to understanding Cameroonian politics. These influencers, who fall into several categories (cybermilitants, digital vigilantes and digital mercenaries), often come from the world of the media and maintain essentially clientelistic relations with the political class. While some of them are genuine political activists, others are communication mercenaries driven by the lure of profit. As a result, as political confrontations intensify online between the opposition and the regime, as well as between the regime’s caciques, the market for political blackmail is thriving.

Sommaire

INTRODUCTION	6
LUTTES POLITIQUES CAMEROUNAISES DANS L'ESPACE NUMERIQUE ...	9
Facebook : une arène de lutte entre le régime et l'opposition	9
Facebook : un espace de règlement de comptes entre les barons du régime	13
LES INFLUENCEURS POLITIQUES CAMEROUNAIS : ORIGINES, MOTIVATIONS ET CARTOGRAPHIE.....	16
Origines socio-professionnelles et motivations des influenceurs	16
Jean Pierre Remy Ngono.....	17
Boris Bertolt.....	18
Paul Chouta	19
Général Valséro.....	19
CARTOGRAPHIE DES PRINCIPAUX GROUPES D'INFLUENCEURS POLITIQUES.....	20
Militants numériques	20
Justiciers numériques	22
Mercenaires numériques	23
Rapports clientélistes avec le monde politique.....	24
CONCLUSION	27

Introduction

Au début du mois d'octobre 2024, l'absence prolongée de Paul Biya, qui n'avait fait aucune apparition publique depuis sa participation à Pékin au sommet du Forum sur la coopération Sino-Africaine (FOCAC) du 4 au 6 septembre 2024, a suscité des rumeurs sur sa mort diffusées par les réseaux sociaux¹. Le ministre de l'Administration territoriale a interdit la diffusion de cette fausse nouvelle mais des influenceurs d'opposition tels que Boris Bertolt², Sandy Boston³, Paul Chouta⁴, Valséro⁵, etc., ont multiplié des posts virulents sur la mort supposée du président qui ont entraîné un déferlement de commentaires souvent joyeux⁶. Diffusée initialement par des médias proches de la rébellion des Ambazoniens⁷, cette fausse nouvelle témoigne de l'importance des réseaux sociaux dans le champ politique camerounais.

Grâce au développement de la téléphonie mobile depuis le début du siècle, l'accès à internet a connu une progression fulgurante en Afrique en général, et au Cameroun en particulier. Avec un taux de pénétration d'internet estimé à 45,6 % de la population camerounaise en 2023⁸, les réseaux sociaux, notamment Facebook, constituent un des principaux vecteurs d'information et une arène libre de prise de parole. La popularité croissante de plateformes comme Facebook, Instagram, et plus récemment TikTok, a offert de nouveaux espaces d'expression aux Camerounais. Ces plateformes sont devenues des lieux privilégiés pour le divertissement, l'information et l'interaction sociale.

Dans ce contexte d'expansion des réseaux sociaux, on assiste à l'émergence d'une catégorie de communicants politiques appelés « web blogueurs », « e-activistes », « influenceurs » qui, à longueur des journées, partagent des opinions et des informations (vraies ou fausses) sur les

1. Start Living TV, « Paul Biya, le Lion d'Etoudi est tombé. Voici les preuves ! » [Vidéo], YouTube, 8 octobre 2024, disponible sur : www.youtube.com.

2. Post Facebook : www.facebook.com.

3. Posts : www.facebook.com ; www.facebook.com ; www.facebook.com.

4. Tweet de Paul Chouta [@Paulchouta], « CAMEROUN : PAUL BIYA EST INVALIDE... Paul Biya, le plus vieux président en exercice dans le monde, actuellement très souffrant », Twitter, disponible sur : x.com.

5. Post Facebook : www.facebook.com.

6. « “Le président du Cameroun est mort” : itinéraire d'une fausse information », TF1 Info, 9 octobre 2024, disponible sur : www.tf1info.fr.

7. C. Petrigh, « Le conflit anglophone au Cameroun, un dialogue sans partenaires », *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2019.

8. « Cameroun-Numérique 2023 : le taux de pénétration d'internet estimé à 45,6 %, les vitesses de connexion augmentent de 0,28 Mbps (+3,4 %) », *Digital Business Africa*, 22 février 2023, disponible sur : www.digitalbusiness.africa.

affaires du pays. La discussion, voire l'affrontement politique, sur les réseaux sociaux, notamment Facebook qui compte plus de 5 millions d'abonnés au Cameroun en 2024, suscite beaucoup d'engouement au sein de la population et des jeunes en particulier⁹.

Ayant compris cet engouement pour les réseaux sociaux, les politiciens camerounais ont investi ces « TGV de l'information et de la désinformation numériques » et recruté des influenceurs. Déjà très impliqués dans la campagne électorale en 2018, ces communicants politiques des réseaux sociaux qui se présentent sous des étiquettes diverses (journaliste, politologue, lanceur d'alerte ou même simple citoyen) sont actuellement mobilisés dans le cadre des luttes de positionnement relatives à la succession de Paul Biya¹⁰. Ils participent à ces luttes de positionnement et à des règlements de comptes politiques, notamment grâce à la désinformation (infox) ou la publication des documents confidentiels émanant de l'administration. Depuis la dernière élection présidentielle en 2018, les rivalités politiques s'intensifient aussi bien entre les barons du régime qu'avec les leaders d'opposition, l'objectif étant de discréditer son adversaire politique.

De ce fait, cette note novatrice vise à combler une lacune : l'absence d'analyse de l'émergence et du rôle de cette nouvelle catégorie d'acteurs politiques que sont les communicants numériques. Elle propose une socio-analyse de ces acteurs en décryptant leurs profils, leurs motivations et leurs affiliations (fixes ou mouvantes). Elle présente une cartographie politique des principaux communicants numériques et de leurs stratégies et activités politico-numériques. Cette note contribue à la compréhension de l'interaction entre le milieu politique camerounais et les nouveaux modes de communication à travers l'émergence d'une nouvelle catégorie d'entrepreneurs politiques. Elle montre *in fine* comment le clientélisme politique camerounais s'adapte à l'émergence des réseaux sociaux et comment les nouveaux faiseurs d'opinion tirent profit du très concurrentiel marché politique camerounais.

Cette analyse repose sur des interviews avec des influenceurs politiques, des journalistes et des politiciens ainsi que sur la consultation des réseaux sociaux et les ressources documentaires traditionnelles (presse, études universitaires, etc.). Plusieurs exigences méthodologiques ont guidé cette réflexion :

9. P. Ngo Ngouem, « Internet : plus de 5 millions de personnes sont actives sur les réseaux sociaux en janvier 2024 au Cameroun », Stopblablacam, 24 février 2024, disponible sur : www.stopblablacam.com.

10. Paul Biya a fêté ses 91 ans le 13 février 2024, dont 42 ans en tant que président du Cameroun. Avec son âge avancé, sa succession est dans tous les esprits au Cameroun et les clans au sein du sérail se livrent une bataille âpre pour sa succession. Lire E. Barthet, « Cameroun : Paul Biya, 90 ans, 41 ans de pouvoir et toujours pas de retraite en vue », *Le Monde*, 7 novembre 2023.

- à leur demande, les personnes interviewées ont été anonymisées ;
- concernant les réseaux sociaux, le champ d'analyse s'est focalisé sur Youtube et surtout Facebook, parce que cette plateforme est actuellement le principal canal de communication utilisé aussi bien par les influenceurs que les internautes au Cameroun ;
- cette note a bénéficié d'une analyse quantitative de l'activité de certains influenceurs pendant la période septembre 2023-mai 2024 par l'entreprise Bloom Social Analytics, une entreprise de technologie française spécialisée dans la collecte et traitement de la data sociale. Experts en réseaux sociaux, les analystes de Bloom accompagnent les organisations non gouvernementales (ONG), les journalistes, les institutions et les acteurs privés dans la détection et la caractérisation des manœuvres d'influence en ligne.

Cette note relève de la sociologie politique et analyse un milieu socio-professionnel particulier encore insuffisamment étudié. De ce fait, elle ne prend volontairement pas en compte deux aspects des relations entre politique et réseaux sociaux au Cameroun :

- Elle n'inclut pas le conflit en zone anglophone dans le champ des luttes politiques numériques même s'il y a une grande activité numérique et de nombreuses infox autour de ce conflit¹¹. En effet, même s'il leur arrive de parler de ce conflit, les influenceurs étudiés se focalisent surtout sur les affrontements et rivalités de la classe politique camerounaise.
- Elle n'évalue ni l'impact des réseaux sociaux sur les opinions politiques des Camerounais ni les modes de formation et de circulation de ces opinions. En effet, l'usage et la réception des réseaux sociaux par la population nécessitent des études orientées non plus vers la production mais la réception des messages numériques et reposant sur des analyses quantitatives robustes. En 2025, une telle recherche pourrait utilement venir compléter cette étude orientée sur les producteurs de contenus numériques politiques.

11. M. Ngo Mayag, « Vrais drames, fausses infos : quand les réseaux sociaux alimentent les tensions au Cameroun », AFP, 24 février 2020, disponible sur : [factuel.afp.com](https://www.factuel.afp.com) ; N. Ndoumbe, « Cameroun : un site de *fake news* des pro-Biya pour tronquer l'actualité sur la guerre en « Ambazonie », ActuCameroun, 25 juillet 2018, disponible sur : [actucameroun.com](https://www.actucameroun.com).

Luttes politiques camerounaises dans l'espace numérique

Les luttes politiques dans l'espace numérique au Cameroun se sont intensifiées ces dernières années, en raison de l'essor des réseaux sociaux et de l'augmentation du nombre de citoyens qui utilisent internet pour s'exprimer et s'engager politiquement. En tant que plateforme d'expression, de contestation et de mobilisation politiques, l'usage de Facebook au Cameroun reflète les dynamiques politiques internes du pays, à savoir la lutte entre le régime et l'opposition, et la lutte entre les caciques du régime.

Facebook : une arène de lutte entre le régime et l'opposition

Facebook est devenu un champ de bataille numérique au Cameroun où le régime et l'opposition s'affrontent. Depuis l'élection présidentielle controversée de 2018, l'opposition, principalement le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) dirigé par Maurice Kamto, qui a revendiqué la victoire en dénonçant un *hold-up* électoral, a investi les réseaux sociaux, particulièrement Facebook, pour diffuser ses idées. Ces revendications, qui se sont matérialisées par des marches pacifiques appelées « marches blanches », organisées en janvier 2019, ont conduit à l'arrestation en masse des sympathisants de ce parti politique, y compris son leader politique Maurice Kamto. Ces marches initiées par le MRC avaient pour but de contester les résultats du scrutin présidentiel, de plaider pour le retour de la paix dans les régions anglophones et de protester contre la dilapidation des fonds publics liée à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations 2019. En écho à cette contestation, des membres de la diaspora hostiles au régime de Paul Biya, notamment Abdoulaye Thiam plus connu sous le pseudonyme de Calibri Calibro, ont investi les réseaux sociaux pour demander la libération de tous les sympathisants du MRC arrêtés et de son leader, Maurice Kamto. Concomitamment à ces actions, il a été créé un collectif de la diaspora camerounaise dénommé la « Brigade anti-sardinards¹² » avec le concours de

12. Le terme « sardinards » fait référence aux sandwiches, constitués de pain et de sardines en conserves qui sont régulièrement distribués aux participants des meetings du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), parti au pouvoir depuis 1982. Le terme « tontinards » fait référence aux partisans du MRC qui sont considérés comme des Bamiléké dans leur majorité, les tontines étant très répandues dans cette communauté.

militants hostiles au régime de Paul Biya tels qu'Abdoulaye Thiam, Emmanuel Kemta, Brice Nitchou et Sandy Boston. Ils ont organisé des manifestations qui ont conduit à des intrusions dans les ambassades du Cameroun à Paris et à Berlin avec la destruction du portrait de Paul Biya, dont les images et vidéos ont été partagées en direct *via* les réseaux sociaux, notamment Facebook¹³. En outre, le 17 juillet 2021, de nombreux manifestants se réclamant de la Brigade anti-sardinards ont investi l'hôtel InterContinental à Genève, où séjourne régulièrement le président Paul Biya depuis des décennies et qui est devenu, pour eux, le symbole de la dilapidation de l'argent public. Comme à Paris et à Berlin, Facebook a été le principal canal à travers lequel cette action de l'opposition a été médiatisée¹⁴.

Menées à l'étranger, ces actions anti-gouvernementales ont été médiatisées en direct sur Facebook et ont eu un grand écho au Cameroun. Une « République virtuelle » a émergé sur les réseaux sociaux, notamment Facebook où il ne faut quasiment pas d'autorisation pour manifester et dire librement ce qu'on pense. Depuis lors, de nombreux militants numériques sont apparus sur la scène politique camerounaise et publient quotidiennement des posts sur la mauvaise gestion du pays, la gabegie, les détournements des fonds publics, le népotisme, etc. Des milliers d'internautes font des commentaires contre le régime et réclament la justice sociale. Rapidement, ces débats sur le Net sont devenus houleux et ont pris une tournure ethnique, opposant les Bamilékés supposés partisans du MRC et désignés péjorativement par l'expression « tontinards » aux Bété/Bulu supposés partisans du régime Biya et désignés péjorativement par l'expression « sardinards¹⁵ ». Rappelons qu'au Cameroun, depuis l'ouverture démocratique de 1990, les partis politiques ont toujours épousé l'affiliation ethnique de leurs fondateurs¹⁶.

De plus, au début du mois de janvier 2021, un mouvement de protestation contre le retard dans l'établissement de la carte nationale d'identité (CNI) au Cameroun est né sur Facebook. Porté par Anne Féconde Noah, porte-parole de l'opposant Cabral Libi, président du Parti camerounais pour la réconciliation nationale (PCRN), à travers le *hashtag* « #JeVeuxMaCNI », ce mouvement s'indignait du retard observé dans la délivrance des titres identitaires. Rapidement, le *hashtag* a été partagé des centaines de milliers de fois sur Facebook avec des commentaires incendiaires qui reflétaient la colère et le mécontentement des Camerounais. Dans les débats, les internautes ont dénoncé la corruption à

13. F. G. Mbala, « Casse de l'Ambassade du Cameroun à Paris : Calibri Calibro, condamné à 3 mois de prison avec sursis », Le Bled Parle, 5 juillet 2021, disponible sur : www.lebledparle.com.

14. B. Zambo, « Attaque de la BAS contre Paul Biya à l'hôtel Intercontinental : l'activiste Sandy Boston convoquée au tribunal de Genève », ActuCameroon, 6 juillet 2022.

15. « Valere Bessala : « le sardinard ne pense qu'à lui. Le tontinard c'est celui qui a le souci de demain », ActuCameroon, 26 mars 2023, disponible sur : <https://actucameroon.com>.

16. A. Mbeng, *Tribalisme, idéologie et jeu politique au Cameroun de 1951 à 2018*, Paris, L'Harmattan, 2019.

laquelle donne lieu la délivrance de ce document. Alors que la production de la CNI ne coûte que 2 800 francs CFA (FCFA), soit environ 4,29 euros, certains déclaraient avoir déboursé jusqu'à 10 000 FCFA (environ 15,32 euros) pour que leur document soit produit dans un bref délai. Alors que le délai d'attente réglementaire est de trois mois, selon les termes inscrits sur le récépissé de demande, certaines personnes se plaignaient d'attendre en vain leur CNI depuis plusieurs années¹⁷.

Face à ce mouvement de mécontentement sur les réseaux sociaux, le gouvernement a dû réagir rapidement. Dans une conférence de presse aux allures de communication de crise, Dominique Baya, le secrétaire général de la Délégation générale à la sûreté nationale (DGSN), s'est employé à expliciter les raisons des retards et pénuries observés dans la délivrance des CNI. Le commissaire divisionnaire a ainsi exposé une série de raisons, en insistant sur l'incivisme des usagers, notamment la détention de multiples identités par certains Camerounais. Il a aussi promis de mettre en place un nouveau système capable de délivrer les CNI en 48 heures¹⁸. Avant ce mouvement de mécontentement digital entrepris par l'opposition, la production des documents d'identité n'avait jamais fait l'objet d'une communication de la part des autorités¹⁹.

Conscient de l'impact des réseaux sociaux qui sont devenus un espace de libre communication sur la situation politique du pays, le régime a d'abord tenté d'intimider les opposants numériques grâce à une législation conséquente contre les infox et les discours haineux. L'article 78-1 de la Loi relative à la cybersécurité et la cybercriminalité adoptée en 2010²⁰, l'article 8 (3) de la loi régissant l'activité audiovisuelle de 2015²¹ et les articles 113 et 241 du Code pénal²² donnent une grande latitude aux autorités pour censurer les influenceurs. Le gouvernement n'hésite pas à

17. F. Foute, « “Je veux ma CNI” : le Cameroun face à une pénurie de cartes d'identité », *Jeune Afrique*, 13 janvier 2021.

18. *Ibid.*

19. *Ibid.*

20. « Est puni d'un emprisonnement de six (06) mois à deux (02) ans et d'une amende de 5 000 000 (cinq millions) à 10 000 000 (dix millions) F CFA ou de l'une de ces deux peines seulement, celui qui publie ou propage par voie de communications électroniques ou d'un système d'information, une nouvelle sans pouvoir en rapporter la preuve de véracité ou justifier qu'il avait de bonnes raisons de croire à la vérité de ladite nouvelle. »

21. « Sans préjudice des dispositions des lois et règlements en vigueur, les éditeurs conçoivent librement leurs programmes. Le contenu des programmes ne doit en aucun cas... porter, sous quelque forme que ce soit, des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur les consommateurs. »

22. Article 113 du Code pénal : « Est puni d'un emprisonnement de trois (3) mois à trois (3) ans et d'une amende de cent mille (100 000) à deux millions (2 000 000) de francs, celui qui émet ou propage des nouvelles mensongères, lorsque ces nouvelles sont susceptibles de nuire aux autorités publiques ou à la cohésion nationale. » Article 241 : « Est puni d'un emprisonnement d'un à deux ans et d'une amende de 300 000 à 3 millions de francs CFA celui qui, par quelque moyen que ce soit, tient des discours de haine ou procède aux incitations à la violence contre des personnes en raison de leur appartenance tribale ou ethnique. »

rappeler et utiliser ce pouvoir de sanction²³. Ainsi comme l'opposition instrumentalise la rumeur de la mort du président²⁴, le gouvernement a interdit tout débat sur l'état de santé du président²⁵. Et deux influenceurs ont été arrêtés, notamment Ramon Cota et Junior Ngombe. Bien connu des réseaux sociaux notamment Facebook, l'activiste Ramin Cotta a été arrêté au Gabon et extradé au Cameroun en juillet 2024. Connu pour ses critiques virulentes contre le régime de Biya, il s'est attaqué à la politique de l'ambassade du Cameroun au Gabon qui vise à augmenter les frais de délivrance des cartes consulaires et d'autres documents administratifs, la qualifiant de « spoliative²⁶ ». En réaction à cette arrestation, qu'il a jugée illégale, Junior Ngombé, un autre activiste, a publié une vidéo devenue virale sur les réseaux sociaux dans laquelle il interpellait directement le gouvernement et l'invitait à accepter les critiques, en vue de l'amélioration de la gouvernance en ces termes : « *Chères autorités, nous ne sommes pas vos ennemis. Les Camerounais vous ont élues.*²⁷ » Suite à cette publication, il a été interpellé le 24 juillet à Douala où il réside et transporté à Yaoundé au secrétariat d'État à la Défense. S'il a obtenu une liberté provisoire à la suite de la mobilisation de l'opposition et des organisations de défense des droits humains²⁸, Ramon Cotta a quant à lui été incarcéré à la prison de Kodengui en attendant son jugement²⁹.

Mais outre la riposte institutionnelle par la législation, le régime a aussi décidé de recruter des blogueurs pour contrer l'opposition avec ses propres armes et l'affronter sur son propre terrain. Ainsi, des vidéos, des images et des posts sont publiés tous les jours par des influenceurs vantant les mérites et les réalisations du régime dans tous les secteurs de la vie du pays³⁰. En sus de ces blogueurs avérés, le régime a recruté près de 1 000 « e-volontaires », officiellement pour « lutter contre la propagation

23. « Le Cameroun appelle à lutter contre les discours de haine, notamment sur internet », RFI, 18 mai 2023, disponible sur : www.rfi.fr.

24. La rumeur sur le décès du président est récurrente : elle a circulé en 2004, 2018, 2020 et 2021. Sur l'usage politique de cette rumeur sur les réseaux sociaux, lire P. Helene, A. Bissossoli et E. V. S. Bezanga, « Rumeurs sur la mort du Président Paul Biya et usages politiques des réseaux sociaux. », *Communication, technologies et développement*, n° 13, 2023.

25. « Cameroun : le gouvernement interdit tout débat sur la santé de Paul Biya », *Le Monde*, 11 octobre 2024.

26. « Arrêté au Gabon, l'activiste Ramon Cotta extradé vers le Cameroun », CamerounWeb, 22 juillet 2024, disponible sur : www.camerounweb.com.

2024, disponible sur : www.rfi.fr.

28. « Cameroun : le tiktoker Junior Ngombe mis en liberté provisoire », RFI, 31 juillet 2024, disponible sur : www.rfi.fr.

29. E. Fossi, « Cameroun : l'activiste Ramon Cotta envoyé à la prison de Kondengui », *Journal du Cameroun*, 11 octobre 2024, disponible sur : fr.journalducameroun.com.

30. Posts Facebook : [www.facebook.com](#) ; [www.facebook.com](#) ; [www.facebook.com](#) ;
[www.facebook.com](#) ; [www.facebook.com](#) ; [www.facebook.com](#) ; [www.facebook.com](#).;

des *fake news* sur la toile et les réseaux sociaux³¹ ». Cette initiative vise à transformer ces « patriotes des réseaux sociaux » en porte-voix du RDPC³². Depuis lors, on trouve sur Facebook des centaines de comptes masqués louant les réalisations du régime et dénigrant Kamto comme un tribaliste et ses partisans comme des extrémistes. Ces derniers ont été dénommés « Kamtalibans » par les partisans du régime³³. De plus, on peut lire des commentaires tels que « Kamto ne sera jamais président, les Bamilékés ne seront jamais à Étoudi », même sur des posts qui n'ont rien à voir avec la politique³⁴. En outre, la communication numérique de la présidence (site internet et comptes Twitter et Facebook) est devenue plus active : publications régulières, blocage des critiques, etc.³⁵. Le compte Facebook de Paul Biya³⁶ a actuellement 968 000 abonnés et serait animé par le directeur adjoint du cabinet civil, Oswald Baboké³⁷. En réaction à l'opposition, le régime s'est donc engagé pleinement sur le champ de bataille numérique.

Facebook : un espace de règlement de comptes entre les barons du régime

Dans un contexte politique dominé par la perspective de la succession de Paul Biya, les luttes de positionnement entre les barons du régime s'intensifient. Facebook est devenu la vitrine de ces luttes de pouvoir au sein des cercles dirigeants, révélant des divisions qui ont des conséquences sur la stabilité et l'efficacité du gouvernement. Appartenant aux milieux Béti/Bulu (ethnies dont sont issues Paul Biya et l'essentiel de ses proches collaborateurs), Ferdinand Ngoh Ngoh, secrétaire général de la présidence de la République depuis décembre 2011, et Louis Paul Motaze, ministre des Finances depuis mars 2018, sont tous deux pressentis pour succéder à Paul Biya. En tant que secrétaire général de la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh dispose depuis février 2019 d'une délégation permanente de signature du chef de l'État, ce qui lui permet d'agir sur « hautes instructions ». Il jouit d'un supplément de puissance et d'influence en raison de sa proximité avec la Première dame, Chantal Biya. Il est présenté comme le chef de clan béti dans la bataille de succession. Paul Motaze, tout-puissant ministre des Finances, ex-ministre de l'Économie, maître d'œuvre des grands travaux d'infrastructures, est le neveu de feu Jeanne-Irène Biya, première épouse de

31. F. Foute, « Au Cameroun, Paul Biya déploie sa cyberarmée de l'ombre », *Jeune Afrique*, 18 janvier 2023.

32. *Ibid.*

33. A. Djaleu, « Owona Nguini : « les Kamtalibans sont des voyous », ActuCameroun, 4 février 2021, disponible sur : <https://actucameroun.com>.

34. Entretien téléphonique avec un influenceur, le 24 octobre 2024.

35. « Apaiser les tensions ethno-politiques au Cameroun, en ligne et hors ligne », *Rapport Afrique de Crisis Group*, n°295, International Crisis Group, 3 décembre 2020, p. 17-19.

36. Post Facebook : www.facebook.com.

37. Entretien téléphonique avec un journaliste, le 20 octobre 2024.

Paul Biya, pratiquement élevé par le couple. Il est présenté comme le chef de clan bulu qui s'oppose au clan bété.

Dans le cadre de cette rivalité pré-successorale, Louis Paul Motaze et Ferdinand Ngoh Ngoh règlent leurs comptes sur Facebook, chacun ayant recruté des communicants pour discréditer son rival. Dans l'espace numérique camerounais, cette guerre d'influence est désignée par une métaphore sportive dont la paternité est attribuée au journaliste-influenceur Paul Chouta : « FC *task force*³⁸ » contre « FC ligne 94³⁹ ». Parmi leurs sujets d'accusation, le fiasco de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2019 occupe une place de choix. Alors que la Confédération africaine de football a retiré l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun à cause du retard constaté dans la construction des infrastructures pour cette compétition, les deux hommes ont constitué chacun des groupes sur les réseaux sociaux pour rejeter la responsabilité de ce fiasco national sur l'autre. Les pro-Ngoh Ngoh ont accusé Louis Paul Motaze d'avoir refusé à chaque fois de décaisser de l'argent pour payer les entreprises de construction et les pro-Louis Paul Motaze ont accusé le secrétaire général de la présidence d'avoir confié les marchés à des entreprises incompetentes sur la base du gré à gré, sans aucun appel d'offres⁴⁰.

La diffusion de documents confidentiels émanant de diverses administrations sur les réseaux sociaux symbolise la guerre des clans en cours dans les cercles dirigeants⁴¹. En effet, ce type de documents n'est accessible qu'à des responsables administratifs et politiques de haut niveau. Ce sont donc ces derniers qui organisent des fuites. Au cours des trois dernières années, des documents confidentiels, des notes de service et des correspondances frappées du sceau « confidentiel » ou encore « top secret » ont été divulgués sur les réseaux sociaux, tels que des interdictions de sortie du territoire infligées à certains directeurs généraux d'entreprises publiques soupçonnés de corruption, un projet de remaniement ministériel, le rapport d'étape de la Chambre des comptes sur les malversations des fonds Covid-19 et le document relatif à l'arrêt des poursuites contre Basile Atangana Kouna, daté du 2 décembre 2020, ancien ministre de l'Eau et de l'Énergie, transmis par le secrétaire général de la présidence de la République au ministre de la Justice. Selon plusieurs journalistes, la diffusion de ce document par des influenceurs visait à nuire à l'ancien ministre et au secrétaire général de la

38. Ce terme fait référence à la cellule créée à la présidence de la République dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19 et chargée de gérer les fonds destinés à la lutte contre la pandémie.

39. Ligne 94 fait référence à un chapitre dans le budget d'investissement public du Cameroun intitulé « Interventions en investissements » dont l'objectif est de couvrir les charges non prévues de l'État en investissement durant une année budgétaire.

40. Entretien avec un journaliste, le 15 octobre 2024.

41. « Fuite de documents et *fake news* : à qui la faute ? » [Vidéo], *YouTube*, 10 décembre 2024, disponible sur : www.youtube.com.

présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh, qui aurait transmis le document accompagné de « hautes instructions » de Paul Biya⁴².

42. « Fuites de documents : des secrets d'État se répandent sur internet », ActuCameroon, 31 mai 2021, disponible sur : <https://actucameroun.com>.

Les influenceurs politiques camerounais : origines, motivations et cartographie

Les influenceurs au Cameroun représentent une nouvelle catégorie d'entrepreneurs politiques. En utilisant les réseaux sociaux comme plateforme d'expression, ils jouent un rôle clé dans les discussions politiques sur la toile, animent les tensions et rivalités entre les hommes politiques, voire les attisent pour leur plus grand profit. Ils entretiennent des relations clientélistes souvent mouvantes avec la classe politique.

Origines socio-professionnelles et motivations des influenceurs

Les influenceurs politiques se recrutent dans plusieurs groupes socio-professionnels dans la diaspora et au Cameroun :

- des universitaires (Franklin Nyamsi, David Eboutou, Chuo Walter, etc.),
- des journalistes (Jean Pierre Remy-Ngono, Boris Bertolt, Paul Chouta, N'zui Manto, etc.),
- des musiciens engagés (Général Valsero, Richard Bona, etc.),
- des écrivains et essayistes (Patrice Nganang⁴³, Wilfried Ekanga⁴⁴, etc.),
- et même des religieux, notamment, le prêtre jésuite Ludovic Lado⁴⁵.

À défaut de pouvoir étudier le parcours de l'ensemble des influenceurs camerounais, il est possible de retracer le parcours des plus connus. Ces biographies succinctes présentées ci-dessous permettent de mettre en évidence certains profils sociologiques des influenceurs politiques.

Issus soit des classes moyennes urbaines soit des classes populaires urbaines, beaucoup d'influenceurs politiques se sont lancés dans la

43. Pour ses ouvrages, lire : *Les Promesses des fleurs*, *Le Principe dissident*, *La Révolte anglophone*, *L'Afrique répond à Sarkozy*, *Contre le discours de Dakar*, etc.

44. Pour ses ouvrages, lire : *Des Afriques et des Vers*, *Tu dois t'impliquer*, *Le Récit d'une folle campagne*.

45. Ce dernier a créé un mouvement politique dans la perspective des élections de 2025. P. Chouta, « Cameroun : un prêtre lance un nouveau mouvement politique », *Deutsche Welle*, 4 janvier 2024, disponible sur : www.dw.com.

fabrication de contenus numériques en quête d'un revenu. Au Cameroun comme ailleurs dans le monde, les influenceurs, en s'investissant dans ce qu'ils considèrent comme un « métier », cherchent à générer des revenus grâce à des publicités. L'aspiration à un revenu stable ou complémentaire est une motivation clé, à l'instar de Steve Fah, N'zui Manto et Paul Chouta qui font de la publicité pour des petites et moyennes entreprises camerounaises. De plus, parmi les principales motivations qui animent les influenceurs, la visibilité et la reconnaissance publiques figurent en bonne place. Enfin, certains influenceurs voient leur plateforme comme un moyen d'informer, d'éduquer et de sensibiliser leur communauté sur des enjeux sociaux et politiques. Ils souhaitent provoquer des changements positifs et mobiliser leur audience autour de causes importantes, notamment l'alternance politique, la bonne gouvernance, la lutte contre les abus sexuels, etc.⁴⁶

Il convient aussi de noter que de nombreux influenceurs politiques proviennent du monde des médias. Ces journalistes-influenceurs ont l'avantage de maîtriser à la fois l'art de la communication écrite et orale et les codes du monde politique camerounais. D'autres sont des artistes (Richard Bona, Valséro, etc.) qui ont décidé de s'engager en politique aux côtés de l'opposition. Valséro dont l'activité sur les réseaux sociaux est importante semble désormais plus connu comme commentateur politique que comme musicien. Dans ses vidéos sur Youtube, il se met en scène comme un intellectuel plus que comme un musicien (bibliothèque en arrière-plan, lunettes, etc.). En outre, les influenceurs politiques vivent souvent à l'étranger, à l'abri des représailles que pourraient leur valoir leurs propos sur les réseaux sociaux.

Jean Pierre Remy Ngon

Avec 1,1 million de *followers* sur Facebook le 6 novembre 2024, Jean Pierre Remy Ngon⁴⁷ est un des principaux influenceurs du Cameroun. C'est un journaliste politique et sportif. Auteur de posts incendiaires sur le régime de Paul Biya, il a dû s'exiler comme bien d'autres opposants numériques. Issu du groupe Béti/Bulu, Rémy Ngon est un ancien journaliste de la chaîne d'État camerounaise Cameroon Radio and Television (CRTV), puis directeur et animateur de la Radiotélévision Siantou basée à Yaoundé en 1999. En août 2003, il a été arrêté et condamné à six mois d'emprisonnement pour avoir dénoncé dans son émission satirique « Coups francs » la mainmise du président Paul Biya sur la société. Après avoir purgé sa peine, il a été libéré, interdit de profession et menacé par les autorités pour qu'il s'excuse publiquement d'avoir outragé le chef de l'État. Il a choisi le chemin de l'exil qui l'a mené en France en 2005. Accueilli par

46. Publication sur Facebook : www.facebook.com.

47. Publication sur Facebook : www.facebook.com.

la Maison des journalistes⁴⁸, il a travaillé pour I-Télé, RMC, RTL et Direct 8 comme journaliste sportif⁴⁹. Depuis quelques années, il est chroniqueur dans l'émission consacrée au football de RFI. Depuis 2016, il est devenu très actif sur les réseaux sociaux, notamment Facebook et Youtube sur lesquels, il diffuse en direct chaque samedi, un programme web qu'il dénomme « les dossiers noirs⁵⁰ ». Se présentant comme un web activiste et un lanceur d'alerte, Remy Ngono fait régulièrement des révélations sur les dysfonctionnements au sein de l'appareil étatique du Cameroun. Grâce à des sources bien introduites au sein du sérail, il diffuse régulièrement des enregistrements sonores et des documents sur les coulisses du pouvoir camerounais. Il a, par exemple, révélé les dépenses faramineuses des enfants de Paul Biya et l'éducation bâclée de ces derniers. Il a également mis à jour la corruption au sein de l'École nationale d'administration et de la magistrature (ENAM)⁵¹. Il serait proche du MRC et de son leader, Maurice Kamto.

Boris Bertolt

Un des influenceurs les plus suivis sur Facebook avec deux comptes Facebook qui représentent ensemble 600 208 abonnés le 6 novembre 2024, Boris Bertolt est journaliste de profession (et non de formation car il n'a pas fait d'école de journalisme)⁵². Il est issu d'une famille modeste Béti/Bulu de la région du Sud Cameroun. Jeune étudiant au milieu des années 2000, il a fondé son journal *Camune* dont les parutions dénonçaient la gestion universitaire, notamment la corruption au concours d'entrée à l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC). Sa mère serait morte à l'hôpital où elle n'aurait pas été correctement soignée. L'antipathie qu'il éprouve contre le régime proviendrait en partie de ce traumatisme personnel alors qu'il était adolescent. Après avoir travaillé dans les principaux journaux de la presse privée du Cameroun, notamment *Le Jour* et *Mutations*, Boris Bertolt quitta le Cameroun en 2014, alors qu'il était doctorant en histoire à l'Université de Yaoundé I. Grâce à une bourse, il a pu étudier dans diverses universités en Europe et au Sénégal et a obtenu un doctorat en criminologie. Aujourd'hui, il vit en France et considère le métier de journaliste comme sa passion⁵³.

48. Mdjwebmaster, « ENVOYÉ SPÉCIAL IDF : Le journaliste camerounais Remy NGONO au Lycée Vauquelin de Paris », La Maison des journalistes, 13 février 2018, disponible sur : www.maisondesjournalistes.org.

49. Entretien téléphonique avec un journaliste, le 22 octobre 2024.

50. Publication sur Facebook : www.facebook.com.

51. Entretien téléphonique avec un journaliste, le 24 octobre 2024.

52. Publication sur Facebook : www.facebook.com.

53. Entretien avec un journaliste, le 27 octobre 2024.

« Autopsie » sorti en 2009 était une nouvelle adresse au président. À partir de ce moment, Valséro a connu ses premiers ennuis, car plusieurs de ses concerts furent interdits. Issu du groupe ethnique régnant Bété/Bulu, il s'est attiré les foudres de sa famille en particulier et du groupe Fang-bété en général⁶¹. Il est l'auteur de plusieurs discographies aux titres engagés, notamment « Autopsie, 33 ans de dictature, Dictature, Les loups sont de sortie », etc.

Son activisme sur les réseaux sociaux a fait suite à son engagement dans le MRC aux côtés de Maurice Kamto, durant la campagne présidentielle d'octobre 2018. Au lendemain de cette élection, il a participé activement à la campagne de mobilisation des jeunes sur Facebook pour dénoncer le *hold-up* électoral décrié par Kamto. Le 26 janvier 2019, il a été arrêté et incarcéré en même temps que certains cadres du parti tels que Mamadou Mota, Albert Dzongang et Célestin Njamien. Pendant son séjour carcéral, il a épousé la diplomate finlandaise Erja Kaikkonen. Il a été libéré le 5 octobre 2019 et s'est exilé quelque temps plus tard en Europe⁶². Son compte Facebook totalise 845 000 *followers* au 6 novembre 2024.

Cartographie des principaux groupes d'influenceurs politiques

Si certains influenceurs sont des militants numériques, d'autres ne sont que des opportunistes économiques et des prestataires de propagande numérique vendant leurs services au plus offrant sur le marché politique camerounais. Enfin, il existe une troisième catégorie d'influenceurs qui se positionnent comme des justiciers numériques et font de la politique sans avoir l'air d'en faire.

Militants numériques

Du côté de l'opposition, les cybermilitants sont très souvent issus de la diaspora, à cause de la répression du pouvoir. Ainsi, Valséro, Wilfried Ekanga, Richard Bona, Calibri Calibro, Rémy Ngono, Sandy Boston qui travaillent pour la Brigade anti-sardinards proche du MRC, sont des opposants déclarés du régime de Paul Biya et vivent tous à l'étranger⁶³. Le « TGV de l'info » (Paul Chouta), Général Valséro et le média Infos 237 News sont les principaux promoteurs des débats sur la succession de Paul Biya sur les réseaux sociaux⁶⁴.

61. Entretien téléphonique avec un influenceur, le 12 octobre 2024.

62. Entretien téléphonique avec un influenceur, le 12 octobre 2024.

63. Entretien avec un journaliste, le 15 octobre 2024.

64. Analyse quantitative de Bloom, décembre 2024.

Du côté du pouvoir, s'il y a moins de militants numériques déclarés, plusieurs figures se dégagent, tels que Steve Fah, Paul Daizy Biya, Alain Roosevelt Tidjio, etc. Steve Fah fait figure de principal influenceur du régime de Paul Biya. Très proche de Ferdinand Ngoh Ngoh, il n'hésite pas à afficher ses relations avec plusieurs ministres à travers des vidéos sur sa page Facebook. Sa proximité avec Ngoh Ngoh l'a même conduit à faire la publicité du Bataillon d'intervention rapide (BIR), une unité d'élite de l'armée camerounaise⁶⁵. C'est aussi cette proximité qui expliquerait que Steve Fah se soit mis à dénigrer Samuel Eto'o, le président de la fédération du football, après l'avoir soutenu. En effet, très populaire au Cameroun, on prête à Samuel Eto'o des ambitions présidentielles, malgré ses dénégations publiques⁶⁶. Ces ambitions supposées généraient les cercles dirigeants, dont font partie les mentors de Steve Fah⁶⁷.

Si on prend comme mesure d'évaluation du rapport d'influence numérique les interactions générées par les comptes, les influenceurs d'opposition l'emportent largement. Dans le graphe analytique ci-dessous, les comptes qui génèrent le plus d'interactions sur Facebook (des *likes*, des commentaires, des partages, etc.) sont les comptes de N'zui Manto (le plus gros point en haut) et de Paul Chouta (le second plus gros point à gauche).



Légende : En blanc, le média le plus influent sur YouTube, INFOS 237 NEWS ; en rouge, Franklin Nyamsi, l'influenceur le plus actif sur YouTube ; en vert, J. Remy Ngono qui a une audience considérablement plus faible que Franklin Nyamsi ; en bleu se trouve le Général Valsero, qui partage son audience avec F. Nyamsi et JRN.

Source : © Bloom Social Analytics.

65. Post Facebook : <https://m.facebook.com> ; Steve FAH officiel, « Doc du peuple : BIR, le patriotisme au service de la nation (immersion dans le BIR By Steve Fah) » [Vidéo], YouTube, 16 mai 2019, disponible sur : www.youtube.com.

66. « Cameroun : l'ex-footballeur Samuel Eto'o affirme n'être "pas candidat à la présidence" de son pays », RFI, 14 juin 2024, disponible sur : www.rfi.fr.

67. Entretien avec un journaliste et influenceur, le 15 octobre 2024.

Justiciers numériques

Certains influenceurs ne font pas de commentaires politiques et ne participent pas à des débats politiques online mais ils font de la politique. Il s'agit de ceux qui se présentent comme des lanceurs d'alerte et qui traitent essentiellement des problèmes de société. Ces derniers dénoncent la délinquance, la petite corruption, la dépravation des mœurs, les abus de certains pasteurs, le manque de solidarité, etc. Ils s'emparent de faits divers souvent tragiques ou sordides comme révélateurs des maux de la société camerounaise. Mais si la mise en avant de faits divers attire une audience naturellement friande du spectacle de ses problèmes quotidiens, elle donne aussi lieu à une interprétation et à une exploitation politiques du fait divers. Derrière la multiplication des faits divers scandaleux qui transgressent les règles de la communauté se lit la désapprobation de l'état de la société camerounaise. La responsabilité de cet état est parfois ignorée ou parfois abordée rapidement. Elle est imputée aux « puissants » de la société camerounaise qui sont coupables directement en tant qu'auteurs de ces faits divers ou qui sont coupables de ne pas remédier à cette situation. Sur les réseaux sociaux, les justiciers numériques dénoncent donc à la fois des injustices qui doivent être corrigées et implicitement ceux qui ne les corrigent pas, c'est-à-dire l'élite politique, sociale et économique.

Cultivant l'anonymat, N'zui Manto est le parfait représentant de cette catégorie d'influenceurs politiques. Sans révéler son identité, il se présente comme un des défavorisés de la société camerounaise qui a choisi l'émigration. Témoin des malheurs des Camerounais, il utilise les réseaux sociaux comme un redresseur de torts. En 2022 et 2023, ses posts sur des mères retenues dans des maternités avec leurs nouveau-nés en raison de factures impayées ont permis la libération de dizaines de femmes séquestrées. Il s'est aussi lancé dans une croisade contre les abus sexuels (l'affaire Bopda, l'affaire des viols dans les taxis de Douala, etc.), ce qui lui vaut à la fois une immense attention et un fort capital de sympathie sur les réseaux sociaux⁶⁸. Au début de l'année 2024, N'zui Manto a dénoncé Hervé Bopda, un homme d'affaires de Douala, comme un prédateur sexuel sur les réseaux sociaux en récoltant des témoignages anonymes⁶⁹. N'zui Manto a fait plus d'un millier de publications sur ce sujet qui a une forte connotation sociopolitique en impliquant un homme riche abusant de son pouvoir sur des femmes vulnérables⁷⁰. Cette affaire qui ressemble à un #MeToo camerounais⁷¹ a suscité le plus de publications et le plus de

68. J. Kouagheu, « Cameroun : N'Zui Manto, lanceur d'alerte à l'origine de l'affaire Bopda et justicier de la Toile », *Le Monde*, 6 février 2024.

69. A. Balla, « Cameroun : Hervé Bopda, riche héritier accusé de centaines d'agressions sexuelles, a été arrêté », *Le Monde*, 31 janvier 2024.

70. Analyse quantitative de Bloom Social Analytics, décembre 2024.

71. Le magazine *Jeune Afrique* la présente sous forme d'un feuilleton journalistique en dix épisodes sur son site.

réactions des internautes pendant les cinq premiers mois de l'année⁷². Bien que cette affaire judiciaire déclenchée sur les réseaux sociaux repose sur un fait divers, la croisade de N'zui Manto contre les abus sexuels prend la forme d'une mise en accusation d'un pouvoir injuste, qui au mieux laisse faire et au pire est impliqué, et elle provoque des prises de position contre le régime⁷³.

Mercenaires numériques

Des mercenaires numériques travaillent aussi bien pour le pouvoir que pour l'opposition. Ainsi l'influenceur Boris Bertolt, qui est très proche du ministre des Finances, Louis Paul Motaze, et qui travaillerait à sa solde contre le secrétaire général de la présidence, n'a pas d'affiliation partisane fixe. Beaucoup le présentent comme étant un opportuniste qui n'hésite pas à travailler aujourd'hui pour quelqu'un qu'il a attaqué hier, tant qu'il est grassement rémunéré.

Bien que très proche du MRC et de Maurice Kamto, Paul Chouta est présenté comme l'un des grands maîtres chanteurs des réseaux. Lui-même a récemment affirmé :

« J'ai une équipe des journalistes au pays, qui me rédigent les articles et m'envoient, j'envoie aux personnalités ciblées, si elles coopèrent après on se partage les sous versés par les victimes, si elles ne coopèrent pas, je publie sur mes différentes pages. Je peux citer entre autres Koloko Zephyrin, N. F. Zacharie, Arnaud Nguefack, Jean Bruno Tagne, Hugues Hervé Nkamelou Mbiadou... »⁷⁴

Le travail de Paul Chouta n'est pas seulement rémunéré par le MRC qu'il soutient politiquement. Sa popularité grandissante lui permet d'offrir ses services au plus offrant dans les conflits politiques en cours entre les barons du régime⁷⁵. Son nom est mentionné dans l'affaire du fiasco de la CAN. Les services de Paul Chouta auraient été utilisés par deux ministres pour saboter les travaux de la CAN. En effet, il faisait des publications incitant les employés sur les chantiers à se mettre en grève. Signe de son double jeu, il propageait un récit d'accusation contre le ministre des Finances en affirmant qu'il retardait les paiements des entreprises. Et il propageait aussi un récit d'accusation contre Ferdinand Ngoh Ngoh en affirmant que les marchés étaient passés de gré à gré entre Ferdinand Ngoh

72. Analyse quantitative de Bloom Social Analytics, décembre 2024.

73. C. Juompan-Yakam, « "On est loin de l'égalité des sexes promise par Paul Biya !" – Entretien avec Viviane Ondoua Biwolé », *Jeune Afrique*, 21 février 2024.

74. Entretien téléphonique avec un influenceur, le 23 octobre 2024.

75. Entretien téléphonique avec un journaliste, le 22 octobre 2024.

Ngoh et certaines entreprises incompetentes, ce qui empêchait le ministre des Finances de payer lesdites entreprises⁷⁶.

Rapports clientélistes avec le monde politique

Si certains influenceurs défendent d'authentiques engagements politiques, l'argent semble cependant jouer un rôle déterminant. Concernant leurs rémunérations, les influenceurs s'accordent à dire qu'il n'y a pas de tarification fixe, tout dépend de l'ampleur du sujet à traiter et de l'enjeu qu'il représente. Ainsi, ils peuvent bénéficier des montants variant entre 30 et 100 millions de FCFA, sans compter d'autres largesses, notamment des voyages à l'étranger tous frais payés.⁷⁷ D'après certaines indiscretions, Boris Bertolt percevrait 25 millions de FCFA par semaine du ministre des Finances et ce dernier lui aurait également acheté un appartement à Lille en France⁷⁸. De même, Steve Fah a justifié ses prises de position contre Samuel Eto'o par le fait de ne pas avoir obtenu le cadeau que le président de la fédération de football lui aurait promis en échange de son soutien au moment crucial de sa campagne pour prendre la direction de la fédération :

« Samuel Eto'o avait accepté de m'acheter une caméra qui coûtait un million. Mais, n'a rien fait. En plus de m'avoir humilié, Samuel Eto'o a créé en moi une frustration que personne au monde ne peut pardonner. J'ai mis à disposition gratuitement plus de 10 personnes pour sa campagne électorale et il m'a traité comme si je n'étais qu'un être inférieur⁷⁹ ».

Dans un nouveau revirement, Steve Fah a présenté ses excuses à Samuel Eto'o sur les réseaux sociaux.

Compte tenu des sommes en jeu, le chantage des influenceurs est fréquent. Comme précédemment indiqué, Paul Chouta a avoué y recourir fréquemment à l'égard de politiciens. Les maîtres chanteurs ne sont d'ailleurs pas à l'abri du chantage eux-mêmes. En novembre 2021, le journaliste Sismondi Barlev Bidjocka ayant voulu faire un éditorial sur les liens financiers entre Paul Motaze et Boris Bertolt aurait été acheté « pour rester silencieux⁸⁰ ». Les influenceurs entretiennent donc aussi souvent des relations clientélistes avec des journalistes.

76. Entretien téléphonique avec un journaliste et influenceur, le 10 octobre 2024 ; lire aussi N. Doumbe, « Cameroun – Échec de la CAN 2019 : Ferdinand Ngoh Ngoh et Louis Paul Motaze se livrent une guerre de tranchées autour de leurs responsabilités respectives dans le Fiasco de l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun », ActuCameroun, 9 avril 2019, disponible sur : <https://actucameroun.com>.

77. Entretien avec un journaliste, le 15 octobre 2024.

78. « "Idylle" avec Motaze : Boris Bertolt perçoit des millions du ministre et muselle un témoin de l'affaire », CamerounWeb, 22 novembre 2021, disponible sur : www.camerounweb.com.

79. Steve FAH officiel, « Samuel Eto'o m'a sauvagement humilié » [Vidéo], YouTube, disponible sur : www.youtube.com.

80. Entretien téléphonique avec un journaliste, le 10 octobre 2024.

Ce clientélisme aboutit au chantage quand les mercenaires numériques tentent de profiter de la situation et de retourner le rapport de dépendance en leur faveur. Le marché du chantage politique est prospère au point qu'Oswald Baboke, le directeur adjoint du cabinet civil de la présidence de la République, s'est livré à une dénonciation en règle des influenceurs politiques en juillet 2023. Il a révélé que certains d'entre eux étaient grassement payés avec de l'argent public détourné pour nuire à des personnalités du sérail, confirmant les luttes de positionnement intenses dans l'entourage du président. Selon lui, la généralisation de la calomnie sur les réseaux sociaux contribue au pourrissement du climat politique et a créé un marché du chantage politique très rémunérateur :

« Les grands boulevards de la diffamation et de la médisance automatique sont habités, pour certains, par des pseudos lanceurs d'alertes payés pour salir les adversaires, dans l'intention inavouée de briser des carrières, et pour éliminer toutes les barrières humaines qui se dressent comme des digues ambulantes devant les marionnettistes aux abois. Ainsi, plusieurs millions d'euros et de FCFA qui auraient pu servir à construire des industries locales, des écoles, des routes, voire des hôpitaux, ces pactoles servent à alimenter les pseudos lanceurs d'alertes, qui, bien évidemment "mangent" à plusieurs râteliers. La technique des rapaces et maîtres chanteurs est bien connue. Le lanceur d'alerte reçoit des documents et des détails chiffrés dans une fausse boîte mail ou un faux compte créé quelque part, en même temps que les virements y afférents, qui transitent sur trois pseudos adresses. Puis, en bon rapace, le même lanceur d'alertes saisit la personne visée pour négocier un montant de retour à l'expéditeur. »⁸¹

Il convient d'indiquer que ce marché de la calomnie et du chantage digital ne se limite pas au monde politique mais concerne toutes les personnalités en vue au Cameroun (artistes, athlètes, chefs d'entreprise, etc.)⁸².

Alors que les influenceurs sont devenus une source majeure d'information pour le grand public au Cameroun, la monétisation de la calomnie, des rumeurs et des attaques personnelles a des conséquences négatives non seulement pour les influenceurs eux-mêmes, mais aussi pour la qualité de l'information et la confiance du public. Le public camerounais, notamment les jeunes, réagit de plus en plus négativement à ces pratiques. Bien qu'il existe encore une part de la population qui reste vulnérable à la désinformation, une prise de conscience est en train de se développer. Les internautes deviennent plus critiques et commencent à discerner les contenus douteux, ce qui conduit à un rejet progressif des influenceurs qui

81. « Sérail : le ministre Oswald Baboke déballe tout sur les lanceurs d'alertes et journalistes qui mangent au sommet de l'État », CamerounWeb, 17 juillet 2023, disponible sur : www.camerounweb.com.

82. R. Onanena, « Cameroun : en quête de followers, les influenceurs d'info sans scrupule », RFI, 2 août 2024, disponible sur : www.rfi.fr.

systematisent de telles pratiques. À ce titre, au Cameroun, les initiatives d'éducation à l'usage des réseaux sociaux et à la détection des infox se multiplient⁸³. La monétisation de la calomnie et de la désinformation par certains influenceurs numériques au Cameroun est certainement lucrative à court terme, mais elle crée une perte de crédibilité et un rejet de la part du public à long terme. Les répercussions sociales et politiques de la calomnie sont profondes et contribuent à une dynamique de méfiance générale.

83. On peut citer notamment le média online StopBlablaCam qui décrypte les infox et les e-arnaques tout en faisant de l'information politique, sociale et économique : www.stopblabblacam.com ; S. Jambot, R. Constant et S. Decreuze, « L'éducation aux médias et à l'information au Cameroun : l'exemple d'Éduk-Média », RFI, 20 mai 2023, disponible sur : www.rfi.fr.

Conclusion

Dans le jeu politique camerounais, les réseaux sociaux et en particulier Facebook sont mobilisés par l'opposition contestataire mais aussi par les caciques du régime dans le cadre de leurs rivalités intestines. De ce fait, si les réseaux sociaux sont apparus initialement comme un nouvel espace libre d'expression et de communication politiques, voire comme un facteur de démocratisation, ils mettent désormais en évidence l'intensification de la concurrence politique et des rivalités partisans. Les communicants numériques apparaissent au centre de ces dynamiques politiques ou sont parfois soigneusement dissimulés derrière elles. Ils constituent une nouvelle catégorie d'entrepreneurs politiques avec au moins trois sous-groupes : les cybermilitants, les justiciers et les mercenaires numériques. Du fait de leurs compétences professionnelles, les journalistes-influenceurs jouent un rôle prédominant parmi les communicants numériques qui comptent aussi des artistes et des intellectuels engagés.

Même s'ils n'ont pas inventé l'usage politique de la rumeur et de la désinformation⁸⁴, ces nouveaux entrepreneurs politiques actualisent à l'ère digitale les liaisons dangereuses du monde politique et des médias. Le clientélisme et le chantage politique qui l'accompagne nécessairement nuisent à terme à la confiance du citoyen à l'égard des milieux politiques et médiatiques. Force est de constater qu'au Cameroun comme ailleurs l'expansion des réseaux sociaux transforme en profondeur le système médiatique en le faisant migrer vers le Net et en facilitant la déprofessionnalisation du journalisme. La question de l'usage et de la réception des réseaux sociaux que cette *Note* n'aborde pas prend là toute son importance.

Du côté de l'opposition, le fait que les influenceurs vivent souvent à l'étranger illustre le retour de la diaspora dans le jeu politique. En effet, le problème des exilés politiques était leur communication limitée avec l'opposition interne et l'impossibilité de participer à la politique intérieure. La virtualité mondiale des réseaux sociaux leur permet de surmonter ce problème et de s'impliquer à distance dans les débats politiques au Cameroun, voire même de susciter des débats et des mobilisations à distance. Les réseaux sociaux offrent de nouveaux moyens de participation et de contestation politiques à la diaspora qui ne peut plus être mise hors jeu politiquement.

84. M.-S. Frère, *Journalismes d'Afrique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck Supérieur, 2020.

Du côté du régime, la riposte à la contestation digitale est à la fois institutionnelle et communicationnelle. La législation censée lutter contre les infox et les discours de haine peut aisément être utilisée contre les influenceurs d'opposition tandis que les influenceurs pro-gouvernementaux s'activent sur les réseaux. Ce combat ressemble finalement beaucoup à celui qui avait déjà eu lieu en Afrique lors de la libéralisation des médias traditionnels (radio et télévision) à la fin du ^{xx}e siècle.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org